



Le 24 juin

Mobilisation des personnels de l'Éducation pour porter nos revendications

Les organisations syndicales CGT Educ'Action 71, FNEC FP FO 71, SNUipp 71 ont pris connaissance des déclarations du président puis du ministre concernant les dispositions envisagées à partir du 22 juin

Les personnels, sommés d'appliquer un nouveau protocole, seraient contraints de mettre en place de nouvelles règles, encore une fois...

Les personnels ont subi parfois trois réorganisations brutales du travail depuis le déconfinement (11-18 mai, 2 juin, 22 juin) sous des pressions hiérarchiques inacceptables et sans disposer de temps suffisant pour organiser des modifications dans l'accueil des élèves ou leur suivi à distance. Le retour à l'école de l'ensemble des élèves serait une bonne nouvelle à condition que du temps d'organisation soit donné aux équipes pour pouvoir le préparer dans les meilleures conditions. L'administration doit nous donner ce temps.

Mais le ministre ne se contente pas de provoquer le désordre dans les écoles et les établissements à grand coups de mesures contradictoires, il met aussi à profit la crise sanitaire pour avancer dans ses objectifs de remise en cause de l'école publique et des statuts des personnels.

Ainsi, il met en place les 2S2C pour que les collectivités territoriales prennent en charge les élèves sur le temps scolaire. Il entend aussi faire passer une proposition de loi visant à créer un emploi fonctionnel de directeur-directrice d'école, qui les transformerait de fait en supérieur-e hiérarchique soumis-e aux IA-DASEN et aux élu-es locaux, bouleversant ainsi le fonctionnement des écoles. Les avancées contenues dans ce texte ne doivent pas venir en contrepartie d'un affaiblissement des collectifs que constituent les Conseils des Maître.sses et les Conseils d'Ecole.

Il poursuit sa politique de suppressions de postes dans l'Education nationale. Il ne répond pas aux revendications des AESH.

Pire, il organise une répression inacceptable envers les personnels qui entendent résister à ses réformes, et notamment les syndicalistes

Et, alors qu'il poursuit ces mesures inacceptables, les enseignant-es sont traîné-es dans la boue à longueur de journée dans les médias !

Trop c'est trop ! Nous ne confinerons pas notre colère et nos revendications !

Les organisations syndicales signataires appellent les personnels à se rassembler le mercredi 24 juin (devant les DSDEN, les rectorats...) et organiser dans un cadre intersyndical les délégations pour exiger :

- L'abandon des 2S2C.
- L'abandon du projet d'emploi fonctionnel de directeur.trice d'école.
- L'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires dans l'Éducation nationale.
- La création d'un vrai statut avec un vrai salaire pour les AESH.
- L'abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, des E3C et de Parcoursup.
- L'augmentation des salaires et l'augmentation du point d'indice.
- L'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels ayant participé à des actions syndicales contre les réformes et le Bac Blanc.
- Le retrait définitif de la réforme des retraites.
- la levée de l'état d'urgence sanitaire, le maintien de la liberté de réunion et, le respect des droits syndicaux, l'arrêt des procédures disciplinaires.

**Rassemblement devant la DSDEN (cité administrative de Mâcon)
Mercredi 24 juin à 14H30**